

Journal de Palestine

N° 582a du 06 au 28.06.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Massacre à la frontière syrienne.

1 L'armée israélienne d'occupation commet un massacre à la frontière syrienne

2 18 Palestiniens tués, 277 blessés par Tsahal sur le Golan

3 Golan : Moscou préoccupé par la mort des civils.

4 Nidal - Nakba : Le Figaro au garde-à-vous

Merkel et Obama font bloc contre un Etat indépendant palestinien.

Attef Hassan : Dix-huit années passées dans les prisons israéliennes.

1 Lutte pour la libération dans les territoires occupés

2 Politique

3 Politique Internationale

4 Les voisins

Tiré a part

Massacre à la frontière syrienne.

1 L'armée israélienne d'occupation commet un massacre à la frontière syrienne

Au moins 20 manifestants ont été assassinés par les troupes israéliennes le long de la frontière syrienne, au cours d'une manifestation pro-palestinienne marquant « Le jour de la défaite » lors de la guerre de 1967.

Cette vidéo retransmet également une interview très pénible et en direct de Mark Regev, porte-parole du gouvernement israélien et véritable Goebbels des temps modernes, qui n'hésite pas à mentir avec le pire des culots alors que les images transmises sont extrêmement explicites sur la violence et la sauvagerie des troupes d'occupation à l'égard des manifestants qui se sont approchés du territoire syrien sous occupation.

Les troupes israéliennes ont ouvert le feu le long de la frontière syrienne contre une foule de manifestants pro-palestiniens tentant de traverser la frontière [non-reconnue internationalement] entre les hauteurs du Golan sous occupation et la Syrie.

Au moins 20 manifestants ont été assassinés, dont un garçon de 12 ans, et 220 autres ont été blessés tandis qu'ils défilaient sur les hauteurs du Golan, a fait savoir aujourd'hui la télévision d'Etat syrienne.

La foule s'était approchée de la frontière, ce dimanche, un jour considéré comme « jour de la Naksa » ou « jour de la défaite », marquant le 44e anniversaire de la guerre de 1967 au cours de laquelle Israël a occupé la région. Andrew Simmons d'Al Jazeera, rapportant depuis Jérusalem, dit que l'armée israélienne prétend avoir tiré en l'air et ne fait pas état de victimes.

« Bien que la télévision syrienne ait annoncé des morts, il n'existe aucun moyen de le vérifier pour l'instant », selon lui. « Mais nous avons vu cette avancée d'un grand nombre de manifestants qui tentaient de traverser une ligne de barbelés, puis s'étaient retrouvés au milieu d'une zone de tranchées. »

Les manifestants, la plupart des jeunes gens, ont finalement réussi à passer à travers les bobines de fils de fer barbelés marquant la [soit-disant] frontière, entrant ensuite dans une zone tampon et rampant vers une seconde clôture gardée par les troupes israéliennes d'occupation.

A certains moments, des manifestants ont été vus évacuant un manifestant mort ou blessé.

Mustafa Barghouthi, un responsable politique palestinien indépendant, a déclaré à Al Jazeera : « Ce que nous avons vu sur les hauteurs du Golan, comme face au checkpoint à Jérusalem [aujourd'hui], se sont des manifestants palestiniens pacifiques réclamant leur liberté et la fin de l'occupation, qui est devenue la plus longue de l'histoire moderne. »

« Et ils ont été confrontés à la terrible violence d'Israël. [Les soldats] ont tiré des coups de feu, envoyé des gaz lacrymogènes, des bombes assourdissantes et des grenades propulsant des produits chimiques dangereux contre les manifestants. »

« Ils nous ont également tabassés. J'étais un de ceux qui a été frappé aujourd'hui par les soldats israéliens alors que nous étions pacifiquement en train d'atteindre le checkpoint à Jérusalem. »

Ghayath Awad, un Palestinien de 29 ans qui a reçu une balle à hauteur de la taille, a déclaré depuis un hôpital à l'agence Associated Press : « Nous avons essayé de couper les barbelés quand les soldats israéliens ont commencé à tirer sur nous. »

Mohammed Hasan, un étudiant de 16 ans, blessé aux deux pieds, a déclaré : « Nous voulons à cette occasion rappeler à l'Amérique et au monde entier que nous avons le droit de retourner dans notre pays. »

Le Département d'État américain a exprimé sa *préoccupation* (?) face aux affrontements.

« Nous sommes profondément troublés par les événements qui ont eu lieu plus tôt aujourd'hui sur les hauteurs du Golan causant des blessés et des morts », a déclaré le Département d'Etat dans un communiqué.

[...]

Ces récentes manifestations ont pour but d'attirer l'attention sur le sort des réfugiés palestiniens qui ont été chassés de leurs foyers pendant la guerre de conquête de la Palestine par les sionistes en 1948.

Aujourd'hui, environ un demi-million de réfugiés palestiniens vivent répartis sur 13 camps en Syrie.

dimanche 5 juin 2011 - 21h:36

D'après Al Jazeera

<http://english.aljazeera.net/news/m...>

Traduction : Info-Palestine.net

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10714

2 18 Palestiniens tués, 277 blessés par Tsahal sur le Golan, ?

Des soldats israéliens ont ouvert le feu dimanche sur des centaines de Palestiniens qui tentaient de pénétrer sur la partie du Golan conquise en 1967 par Israël, faisant 18 morts et 277 blessés, rapporte l'agence de presse officielle syrienne.

Selon la radio israélienne, un grand nombre de Palestiniens ont été victimes d'une mine antichar dont l'explosion a été déclenchée par un feu de brousaille à Kouneïtra, la principale ville du Golan, un des lieux de rassemblement des protestataires.

"*Quiconque essaiera de franchir cette frontière sera tué*", ont prévenu par haut-parleurs les militaires israéliens déployés face à la foule des Palestiniens qui entendaient marquer le 44e anniversaire du début de la guerre des Six-Jours.

Le 15 mai dernier, à l'occasion de la commémoration de la Nakba (la "grande catastrophe", aux yeux des Palestiniens, de la proclamation d'un Etat juif), des milliers de personnes avaient déjà tenté de forcer la ligne de démarcation à cet endroit, aux confins de la Syrie, du Liban et d'Israël. Treize d'entre eux avaient été tués par les militaires israéliens.

Rassemblés à nouveau à la suite d'un mot d'ordre diffusé sur le réseau social Facebook, les Palestiniens agitant des drapeaux nationaux ont notamment déferlé d'une colline surplombant le village druze de Majdal Chams pour se diriger vers les barbelés matérialisant la ligne de démarcation, aux confins du Liban, de la Syrie et du Liban.

C'est à ce moment que des tireurs d'élite israéliens positionnés en retrait ont ouvert le feu, a constaté un correspondant de Reuters, tandis qu'une chaîne de télévision israélienne, Channel 10, transmettait les incidents en direct. "*C'était comme un tir aux pigeons*", a raconté Fouad all Chaar, un agriculteur du village.

Le général Yoav Mordechaï, porte-parole de Tsahal, a déclaré que cette action de Tsahal "*mesurée, ciblée et appropriée*" était "*un message ou quiconque cherche à violer les frontières souveraines d'Israël.*"

"*A mon grand regret, des extrémistes cherchent à franchir nos frontières et menacent nos villes et nos compatriotes. Nous ne le tolérerons pas*", a déclaré le Premier ministre Benjamin Netanyahu qui avait donné auparavant à l'armée des consignes de "*retenue*" mais aussi de "*fermeté*".

Aucun incident n'a été signalé le long de la frontière avec le Liban. En Cisjordanie, une centaine de manifestants ont marché en direction d'un point de contrôle israélien. Les soldats ont tiré des cartouches de gaz lacrymogène

et la foule s'est dispersée. De source médicale palestinienne, on fait état de 14 protestataires blessés par des balles de caoutchouc.

Les responsables israéliens estiment que le président syrien Bachar al Assad a donné son feu vert aux marcheurs du Golan afin de détourner l'attention internationale de la répression sanglante des manifestations qui ébranlent son régime autoritaire depuis la mi-mars.

5 juin 2011

[canempechepasnicolas.](#)

3 Golan : Moscou préoccupé par la mort des civils.

La Russie est préoccupée par la mort des civils lors des manifestations en Cisjordanie le 5 juin dernier, a déclaré lundi le ministère russe des Affaires étrangères sur son site internet.

"Nous sommes profondément préoccupés par cette nouvelle vague de confrontation entre Palestiniens et Israéliens. Le plus inquiétant est le fait que de nombreux civils ont été tués ou blessés lors des récentes manifestations en Cisjordanie", a indiqué le ministère.

"Le 5 juin, des manifestations se sont déroulées en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, ainsi que dans plusieurs pays voisins d'Israël où il y a beaucoup de réfugiés palestiniens. Les manifestations ont été organisées à l'occasion d'un anniversaire de la guerre arabo-israélienne

de 1967. Tout comme le 15 mai 2011, les manifestants ont été les plus actifs près du plateau du Golan annexé par Israël. Les militaires israéliens ont ouvert le feu sur les manifestants palestiniens qui essayaient de franchir en force la ligne de cessez-le-feu", a rappelé le ministère.

Selon les médias, 14 manifestants ont été tués et plus de 200 autres blessés.

Moscou a appelé les deux parties à "faire preuve de retenue, à renoncer à l'usage de la force pour éviter l'escalade de la violence" avant d'insister sur la nécessité d'une reprise urgente des négociations palestino-israéliennes.

Lors de la Guerre des Six jours de juin 1967, l'Etat hébreu avait conquis la péninsule du Sinaï, rendue à l'Egypte en 1982, le plateau

syrien du Golan, la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est (annexée depuis), et la bande de Gaza.

<http://fr.rian.ru/world/20110606/189757401.html>

4 Nidal - Nakba : Le Figaro au garde-à-vous

Le 15 mai dernier, les israéliens ont massacré au moins douze palestiniens qui manifestaient sans armes. Le jour suivant, le Figaro sortait l'artillerie lourde pour sauver l'honneur de l'armée israélienne.

[Le Figaro - Israël : Nétanyahou promet de « défendre les frontières »](#)

C'est un de ces grands moments qui fait que le journalisme français est admiré sur la planète entière.

Le titre d'abord : *Israël : Nétanyahou promet de « défendre les frontières »*

Ça n'est pas titré : « L'armée israélienne ouvre le feu sur des manifestants non armés et tue 12 personnes ». C'est titré directement du point de vue israélien.

Le chapeau résume :

Les violences de la journée palestinienne de la Nakba ont fait au moins douze morts à la lisière de Gaza, du Liban et sur le plateau du Golan.

Tournure classique : des violences font des morts. Pas « des soldats israéliens tuent des manifestants », ça pourrait donner l'impression d'un traitement inéquitable de l'information. Quand Israël tue des palestiniens, c'est la faute à pas de chance : « les violences de la journée palestinienne », voilà le vrai responsable.

Prenons bonne note de la volonté de se préparer des Israéliens, malheureusement au mauvais endroit (parce que quand ils sont préparés au bon endroit, comme par exemple en pleine mer, les Israéliens évitent de tirer dans le tas) :

Les Israéliens s'étaient préparés à des troubles dans les Territoires palestiniens. Ce sont les frontières qui se sont enflammées.

L'imprécision qu'on retrouve dans la plupart des médias français :

À l'occasion du jour de la Nakba, où les Palestiniens commémorent la catastrophe que fut pour eux la création de l'État d'Israël en 1948

Non, la Nakba, c'est l'épuration ethnique de la population arabe de Palestine par les israéliens, pas « la création de l'État d'Israël ». Épuration qui a eu lieu avant, pendant et après la proclamation de l'État israélien.

Et une autre imprécision : *des manifestants ont tenté de pénétrer en Israël depuis le Liban, la Syrie et la bande de Gaza*

Le plateau du Golan n'est pas « en Israël ». Sauf pour Israël, évidemment.

Pour ne pas dire les choses, la tournure classique :

Ils ont été accueillis par les tirs des gardes frontières israéliens, qui auraient fait au moins douze morts et plusieurs dizaines de blessés.

Ça n'a l'air de rien, mais c'est systématique. On n'écrit jamais « les gardes frontières ont tué douze personnes ». Quant il s'agit d'Israël, on écrit que « les tirs des gardes frontières auraient fait au moins douze morts ». La tournure est indirecte (ce sont les tirs qui font des morts, pas les gardes frontières), elle permet d'éviter l'intentionnalité directe (les bidasses ont pu tirer sans vouloir tuer, alors que la tournure « les bidasses ont tué des manifestants » ne permet plus cette distance) et est au conditionnel.

Vraiment, ici, la phrase est très alambiquée : « ont été accueillis par les tirs [...] qui auraient fait [...] douze morts ». Noter que, dans l'ensemble de cet article, il est fait mention de « gardes-frontières » israéliens, et jamais de « soldats ».

Répétons l'excuse qui a pourtant déjà introduit le paragraphe précédent (il est important pour un journal français de bien fournir, avec l'annonce d'un massacre perpétré par Israël, tous les arguments permettant de justifier ce massacre) :

Les Israéliens ont été pris par surprise.

Présentons, à nouveau, le point de vue exprimé par l'armée israélienne :

Et la police israélienne, nettement mieux préparée qu'il y a une dizaine d'années à faire face aux manifestations palestiniennes par des moyens non létaux, était prête à empêcher que ne dégénèrent les affrontements qui l'opposent régulièrement aux chebab, les jeunes Palestiniens.

Notez bien : « moyens non létaux », parce que nous sommes l'armée la plus je-ne-sais-quoi du monde. Et l'introduction inutile d'un mot arabe, « chebab », qui signifie simplement « les jeunes » en arabe. Tsahal contre les « chebab » : donnons de l'étrangeté à une information pourtant simple. Suggérons que « chebab », ça induit quelque chose de pas très net, qui justifie qu'on dise ça plutôt que « les jeunes » tout court (ça sonne un peu comme « shabiha », le seul mot arabe que l'on trouve actuellement dans les médias français pour désigner des milices pro-régime en Syrie).

Le troisième paragraphe, à nouveau, répète la justification déjà fournie dans les deux paragraphes précédents :

Mais les manifestants sont apparus là où on ne les attendait pas.

Des biens étranges manifestants...

Dimanche, plusieurs milliers de Palestiniens, arrivés par bus depuis l'intérieur de la Syrie se sont rassemblés devant la clôture

Je sens qu'on essaie de me faire passer un message... C'est d'ailleurs répété en intertitre :

Arrivés par bus

La phrase la plus explicite adopte à nouveau la tournure euphémisante classique :

Les gardes-frontières israéliens ont ouvert le feu sur les manifestants, tuant au moins quatre d'entre eux, et en blessant un nombre indéterminé.

Les gardes-frontières ont « ouvert le feu », et la conséquence est qu'il y a des morts. À nouveau, la tournure permet de laisser penser qu'ils ont « ouvert le feu » sans intention de tuer.

Tournure encore plus alambiquée pour le massacre de Maroun ar-Ras :

Malgré les tentatives de l'armée libanaise pour les empêcher d'atteindre la frontière, des dizaines d'entre eux ont attaqué à coup de pierres les gardes-frontières israéliens, qui ont riposté en ouvrant le feu à balles réelles.

Le journaliste offre ici une nouvelle justification : les manifestants (non armés, donc), ont « attaqué à coup de pierres », les israéliens ont « riposté ». Et l'euphémisme habituel : « en ouvrant le feu à balles réelles ».

Euphémisme qui conduit à cette phrase classique :

La fusillade aurait fait entre six et dix morts et plusieurs dizaines de blessés.

C'est donc « la fusillade » qui a fait des morts, et non l'armée israélienne. (Et au conditionnel, tant qu'on y est.)

Le paragraphe suivant est heureux de vous faire savoir ce qu'en pense Benyamin Nétanyahou, premier ministre israélien directement responsable du massacre :

Nétanyahou a insisté sur le fait que les manifestations n'avaient rien à voir avec les frontières de 1967, mais « visaient directement l'existence d'Israël ».

Choix étrange de l'expression « insisté sur le fait que... », alors qu'il ne s'agit pas d'un fait, mais d'une allégation saugrenue. Le paragraphe qui suit est heureux de vous faire savoir ce qu'en pense... le brigadier général Yoav Mordechaï, l'un des porte-parole de l'armée israélienne. Comme ça, dites-donc, ça vous fait une sacré pluralité des points de vue.

« Nous assistons à des provocations orchestrées par l'Iran sur les frontières syriennes et libanaises, pour tenter d'exploiter les commémorations du jour de la Nakba », a-t-il assuré.

Et voilà, aucun point de vue arabe ou palestinien sur ce massacre. Les soldats israéliens tuent plus de dix palestiniens non armés, et le Figaro ne cite que des responsables israéliens. De plus, il le fait non pour leur demander des explications, mais uniquement pour leur permettre de justifier leur crime. À aucun moment, par exemple, le journaliste ne demande qui a donné l'ordre d'ouvrir le feu, ou s'il s'agit de règles d'engagement déjà définies (les gardes-frontières israéliens ont-ils l'autorisation d'ouvrir le feu, d'emblée, sur des manifestants non armés, y compris dans le territoire occupé du Golan ?).

Puis un paragraphe bien pratique :

À Tel-Aviv, un camionneur palestinien a jeté son véhicule contre un bus et des voitures, faisant un mort et plusieurs blessés, sans que l'on sache très bien si son geste était directement lié aux manifestations palestiniennes.

Le fameux « terroriste » arabe israélien, immédiatement arrêté, a prétendu que son pneu avait éclaté. Un détail qui n'intéresse pas le Figaro, qui préfère parler de « son geste », devenu dans l'article suivant « cette attaque ».

Mais bon, à ce stade, si l'armée israélienne le dit, c'est que c'est vrai. Alors, certes, on ne sait si « son geste était directement lié aux manifestations », et on omettra de préciser que le camionneur ne revendique pas un attentat et soutient qu'il s'agit d'un accident de la route, mais si on peut établir une sorte d'équivalence des « violences », on ne va pas se gêner.

Le paragraphe finale est, logiquement, épatant : *les manifestations aux frontières d'Israël représentent un phénomène préoccupant pour les services de sécurité israéliens*

Israël massacre 13 manifestants désarmés, mais c'est un phénomène préoccupant pour... les services israéliens. On peut difficilement condenser aussi clairement le racisme féroce des journalistes qui couvrent ainsi les crimes israéliens.

Terminons donc par une remarque finaude :

ces mouvements non armés sont beaucoup plus délicats à contrer que les tirs de roquettes, attentats et attaques d'organisations telles que le Hezbollah ou le Hamas, dont la violence justifie les mesures de représailles israéliennes.

Oui, vous avez bien lu : l'article du Figaro conclut que tous les autres crimes israéliens sont justifiés, et ça ne demande absolument aucune forme de discussion.

18 mai 2011

Merkel et Obama font bloc contre un Etat indépendant palestinien.

Le président américain et la chancelière allemande ont convenu, mardi, à la Maison Blanche, de bloquer la "création" d'un Etat indépendant palestinien.

Les deux parties ont mis l'accent sur la nécessité que représentaient les efforts destinés à empêcher "la naissance d'un Etat appartenant aux Palestiniens".

Au cours d'un point de presse commun, Obama, a affirmé qu'il était contre tout effort, à l'ONU, visant à faire reconnaître un pays du nom de la Palestine.

Les deux parties ont, également, insisté sur la poursuite des pressions contre Kadhafi, jusqu'à ce qu'il se retire et quitte le pouvoir.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=18846>

Attef Hassan : Dix-huit années passées dans les prisons israéliennes.

Après dix-huit années passées dans les prisons israéliennes, le Palestinien Attef Hassan vient enfin de goûter à la liberté ; il n'arrive pas à s'en remettre. On ne pourrait pas oublier si facilement, avec une baguette magique, dix-huit ans derrière les barreaux d'une inhumaine occupation, l'occupation israélienne.

Quelques jours seulement se sont écoulés depuis qu'il a quitté la prison d'An-Naqab, dans le désert d'An-Naqab. Et dès qu'il a dépassé le point de passage Beit Hanoun (Erez), au nord de la bande de Gaza, ses parents et ses amis l'ont habillé en militaire. Ils voulaient dire à tout le monde que c'était un résistant qui retournait de nouveau à sa patrie.

A côté de sa maison, dans le village d'Al-Mighraqa, au sud de la bande de Gaza, une tente a été installée pour fêter la libération d'Attef Hassan. Il reçoit ceux qui viennent le féliciter.

L'inspection nocturne

Les dix-huit ans d'incarcération, Attef Hassan les a passés dans plusieurs prisons centrales israéliennes ; la dernière prison était celle du désert de Naqab, où il a été pendant quatre ans.

L'agence Quds Press rapporte d'Attef Hassan : « Ce qui embête trop les captifs internés à An-Naqab, ce sont les inspections nocturnes que les l'administration pénitentiaire pratique, sous prétexte qu'elle cherche des téléphones portables dans les affaires des captifs ».

Cette inspection nocturne est pratiquée dans toutes les prisons israéliennes. Récemment, des unités des forces spéciales ont attaqué la prison de Hidarim, sous le même prétexte.

La grève des captifs

Depuis des années et des années, des milliers de captifs palestiniens survivent dans les prisons israéliennes, dans des conditions intenable.

Beaucoup d'entre eux sont isolés depuis longtemps. Une tension palpable infeste les prisons israéliennes.

Contre ces conditions d'incarcération, les captifs palestiniens ont mené plusieurs grèves de la faim ces derniers mois. Et actuellement, ils entament une grève ouverte pour en finir avec le problème des captifs isolés.

En effet, depuis plus de sept ans, quinze captifs palestiniens souffrent d'un isolement total, selon les captifs Hassein Salama et Jamal Abou Al-Hayja. Il y a aussi le captif Mahmoud Atton. Etant isolé dans une petite cellule, son état de santé psychologique s'est bien détérioré.

Mais cette grève a besoin de vraies actions collectives de l'extérieur, d'un véritable appui de la société palestinienne. Les activités actuelles ne sont pas bien suffisantes, dit Hassan.

Etant un centre de détention et non une prison, An-Naqab est normalement meilleure, dit Hassan ; mais les 1200 captifs ont aussi le droit à des agressions sans fin. Et récemment, les factions palestiniennes se sont réunies dans les prisons. Les captifs palestiniens cherchent leur liberté et attendent que la transaction d'échange se réalise dans les meilleures conditions.

Dix-huit ans derrière les barreaux

Hassan s'arrête un peu, puis il raconte les dix-huit ans passés derrière les barreaux des occupants israéliens. Chaque stade de ces dix-huit années était pour lui une nouvelle expérience, mais « la vie dans la prison d'An-Naqab est un peu différente des prisons centrales. J'ai beaucoup profité des rondes de conférences. Dans cette prison, les captifs ont un programme culturel continu ».

Et quand il est revenu chez lui, il a vu le monde différent : « C'était une surprise, surtout les gens ont changé, les enfants sont devenus des hommes ».

La dernière semaine

Attef Hassan avait fini sa période de condamnation, mais les occupants israéliens ont retardé sa sortie, prétextant des fêtes juives. Ils veulent jouer avec lui une guerre psychologique.

On l'a gardé une semaine supplémentaire pour une raison bizarre ; les occupants israéliens ont une loi bizarre : « Il faut garder 2000 prisonniers ». Les occupants israéliens ne libèrent personne, ils appliquent leurs lois futiles !

16 juin

<http://www.palestine-info.cc/...>

Au jour le jour

La réconciliation palestinienne bute sur le sort du Premier ministre Fayyad

La réconciliation palestinienne bute sur le choix du chef du gouvernement d'indépendants, pour lequel le Fatah du président Mahmoud Abbas soutient le Premier ministre Salam Fayyad, favori de la communauté internationale, rejeté par le Hamas.

Les discussions prévues mardi au Caire entre les deux mouvements sur la formation du chef de cet exécutif transitoire et l'application des autres clauses de l'accord de réconciliation conclu le 27 avril s'annoncent par conséquent délicates.

Une délégation du Fatah, dirigée par Azzam al-Ahmad, a quitté dimanche Ramallah, le siège l'Autorité palestinienne, pour l'Egypte afin de discuter avec le Hamas de la composition du gouvernement et de la question du Premier ministre avec l'espoir d'"arriver à un accord le plus tôt possible".

Après des semaines de délibérations, le Comité central du Fatah s'est prononcé pour M. Fayyad, un indépendant, s'attirant le refus sans surprise du Hamas, favorable à un Premier ministre de la bande de Gaza, qu'il contrôle.

"Lors d'une réunion samedi soir au quartier général de la présidence palestinienne (à Ramallah), nous avons décidé de présenter Salam Fayyad à la tête du gouvernement palestinien" de transition, a affirmé à l'AFP un membre du Comité central du Fatah sous couvert de l'anonymat. "Le Hamas a déjà informé le Fatah au cours de leur dernière réunion (les 16 et 17 mai au Caire, NDLR) qu'il rejette le choix de Salam Fayyad", a répliqué le Hamas, par la voix de son porte-parole à Gaza, Sami Abou Zouhri, en soulignant que "tout chef de gouvernement doit être choisi par consensus". Le choix de M. Fayyad rassurerait la communauté internationale sur l'orientation du gouvernement d'indépendants, bien que le mandat de celui-ci se résume essentiellement à organiser des élections d'ici mai 2012 et à engager la reconstruction de la bande de Gaza, sinistrée par l'opération israélienne "Plomb durci" de décembre 2008/janvier 2009.

Le président américain Barack Obama a qualifié le 22 mai la réconciliation Fatah/Hamas d'"énorme obstacle à la paix", tandis qu'Israël, qui refuse de "négocier avec un gouvernement soutenu par la version palestinienne d'Al-Qaïda", en allusion au Hamas, a retardé la rétrocession en mai des fonds qu'il perçoit pour le compte de l'Autorité palestinienne, à titre de "carton jaune".

M. Abbas a rappelé à maintes reprises que depuis 1993 la conduite des pourparlers avec Israël revenait à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qu'il préside, dont le Hamas ne fait pas partie.

Les autres membres du Quartette sur le Proche-Orient (Etats-Unis, Union européenne, ONU, Russie) ont en revanche accueilli favorablement la réconciliation palestinienne comme un facteur de paix, le ministre français des affaires étrangères Alain Juppé jugeant lundi dernier à Washington nécessaire de "favoriser tout ce qui peut faire évoluer le Hamas".

Au-delà de la question théorique des négociations, suspendues depuis plus de huit mois sans perspective de reprise, et qui ne dépendent pas du gouvernement, la communauté internationale se préoccupe de la préservation de l'héritage de M. Fayyad, crédité par les donateurs d'avoir assaini les finances de l'Autorité palestinienne.

Victime d'un malaise cardiaque lors d'une visite privée aux Etats-Unis en mai, M. Fayyad s'est attiré depuis deux ans les éloges du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, qui ont conclu récemment que les Palestiniens étaient désormais prêts à gérer un Etat.

En cas de blocage persistant sur son nom, un candidat de compromis pourrait néanmoins émerger.

Le 30 mai, le président du Fonds d'investissement de Palestine et conseiller économique de M. Abbas, Mohammad Moustapha, n'a pas exclu d'assumer les fonctions de Premier ministre si elles lui étaient proposées, une candidature à laquelle le Hamas n'a pas jusqu'à présent mis son veto.

12 juin

<http://www.aloufok.net/spip.php?article4561>

Lavrov : Statut de Jérusalem ? : Délimitation des frontières avant.

La définition du statut de Jérusalem ne sera possible qu'après la délimitation territoriale entre Israéliens et Palestiniens et le règlement du problème des réfugiés, a estimé dimanche le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov.

"Le problème du statut de Jérusalem ne sera pas résolu avant la délimitation territoriale et le règlement du problème des réfugiés", a déclaré le ministre dans une interview à la radio Echo de Moscou.

M.Lavrov a exposé la vision russe d'une la décision sur le statut de la ville: "Jérusalem-Ouest serait israélien, Jérusalem-Est palestinien, et les lieux saints ne pourraient sans doute se trouver que sous le contrôle international".

"Cela doit faire partie d'un règlement général quand Palestiniens et Israéliens s'entendront sur leurs frontières avec des échanges amiables de territoires", a-t-il souligné.

Selon, M.Lavrov, "nul ne s'attend évidemment à ce que l'Etat hébreu détruise ses grandes colonies de peuplement, mais les Palestiniens doivent recevoir en échange quelque chose de pareil".

Les Palestiniens plaident pour le retrait des troupes israéliennes des territoires palestiniens occupés suite à la guerre de 1967, où ils envisagent de créer leur Etat avec Jérusalem-Est pour capitale.

Mais Israël déclare qu'il n'autorisera jamais la partition de Jérusalem qui restera pour toujours la capitale unie de l'Etat hébreu.

<http://fr.rian.ru/world/20110605/189743230.html>

Bolton : « Les Etats-Unis doivent arrêter l'initiative de l'Autorité palestinienne en cessant le financement à l'ONU ».

Les menaces formulées par l'ex ambassadeur américain à l'ONU, John Bolton ont déclenché une vaste polémique. Le trop israélophile Bolton et possible candidat à la présidence américaine plaide en faveur d'une interruption pure et nette des aides américaines à l'Onu si son Assemblée générale prévue pour le mois de septembre osait reconnaître le droit des palestiniens à un état indépendant.

Bolton préconise l'adoption d'une loi par le Congrès pour enrayer le financement de l'ONU et la reconnaissance par celui-ci de l'Etat Palestinien avec des frontières sur la base des lignes temporaires d'armistice de 1949. "M. Obama ne fera probablement rien de quoi que ce soit à ce point décisif, ce qui explique pourquoi de nombreuses personnes aux Etats-Unis et en Israël restent considérablement préoccupées par ce dernier stratagème diplomatique palestinien". Bolton a signifié que "bien que l'ONU reconnaisse l'Autorité palestinienne, cela ne veut pas dire qu'elle aurait l'adhésion à l'Organisation des Nations Unies, cela serait néanmoins un grand succès palestinien".

"Dès 1988, l'Organisation de Libération pour la Palestine avait publié une déclaration d'indépendance et changé le nom de sa délégation d'observateur aux Nations Unies d'OLP par Palestine. Par la suite, les Palestiniens ont fait campagne pour rejoindre des organismes des Nations Unies, tel que l'Organisation Mondiale de la Santé, en soutenant que les chartes de l'agence de l'ONU permettent l'admission des Etats en tant que membres, l'admission de la Palestine serait la preuve qu'elle aussi, était un Etat", a expliqué Bolton.

Il a ajouté qu'à cette époque le Secrétaire d'Etat James Baker avait averti publiquement que : "Je vais recommander au Président des Etats-Unis de ne pas financer d'autres contributions, volontaires ou évaluées, à toute organisation internationale qui effectue tout changement dans le statut de l'OLP en tant qu'organisme observateur". Bolton a poursuivi : "En déjouant la campagne de l'OLP, la déclaration de M. Baker a sonné le glas de la poussée d'indépendance Palestinienne". "Le Congrès devrait légiférer de manière générale en stipulant que toute action de l'ONU visant à reconnaître ou autoriser un Etat palestinien se traduirait par une cessation de toutes contributions des Etats-Unis à l'organisme fautif".

S'il est vrai que la perspective d'une mise au pain sec de l'Organisation inquiète, certains analystes posent une bonne question : sans l'aide américaine, l'Onu ne sera-t-elle pas en mesure de respirer mieux, d'agir plus indépendamment ? Questions à méditer.

Farid Merrad

06/06/2011

French Irib/Agences/MF

<http://www.alterinfo.net/notes/>

2 Politique

a) Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Abbas juge "acceptable" l'initiative de Paris

Le chef de la diplomatie française a proposé l'organisation d'une conférence de paix afin de relancer les négociations. Le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a réservé un accueil prudent samedi à la proposition de Paris d'accueillir les négociateurs palestinien et israélien pour tenter de réanimer le processus de paix au Proche-Orient. Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, espère débloquer le dialogue entre les deux parties afin d'éviter une confrontation en septembre autour de la reconnaissance d'un État palestinien lors de l'Assemblée générale des Nations unies.

"Nous estimons que sur le principe cette initiative est acceptable", a déclaré Mahmoud Abbas, deux jours après sa rencontre avec le chef de la diplomatie française. Le plan français "reprenait la vision du président Obama qui prévoit un État (palestinien) sur les lignes de 1967 avec des frontières avec Israël, l'Égypte et la Jordanie." Le plan évoqué avec Alain Juppé jeudi à Ramallah prévoit qu' "aucune partie ne pourra mener des actions unilatérales", a-t-il ajouté. Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, qui n'a pas encore officiellement réagi à la proposition française, a exclu tout retour aux frontières de 1967 comme base d'un accord de paix avec les Palestiniens. Au terme de la guerre des Six-Jours de 1967, Israël s'est emparé de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et de Jérusalem-Est.

Un optimisme "léger"

"Je mentirais si je disais que j'étais très optimiste. Je suis légèrement optimiste", a déclaré le ministre français. La France a proposé que les deux parties se rencontrent fin juin ou début juillet à Paris pour tenter de relancer les pourparlers de paix suspendus depuis l'expiration d'un moratoire israélien sur les nouvelles constructions dans les colonies de Cisjordanie occupée. Les Palestiniens comptent demander la reconnaissance unilatérale d'un État palestinien en septembre à l'ONU si la situation ne sort pas de l'impasse d'ici là. Israël craint que cette reconnaissance ne l'isole encore davantage et les États-Unis ont d'ores et déjà fait part de leur opposition à ce projet.

La France n'a pas encore décidé si elle soutiendra la demande des Palestiniens, a indiqué Alain Juppé. "Nous sommes convaincus que s'il ne se passe rien d'ici au mois de septembre, la situation sera difficile pour tout le monde au moment de la réunion de l'Assemblée générale des Nations unies", a-t-il dit à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre palestinien, Salam Fayyad, à Ramallah cette semaine. "Il me semble qu'il faut éviter d'en arriver là, et que la seule façon d'éviter d'en arriver là, c'est ce que nous proposons, c'est-à-dire de retourner à la table des négociations."

[Le Point.fr](http://www.lepoint.fr)

Publié le 04/06/2011-

http://www.lepoint.fr/monde/proche-orient-abbas-juge-acceptable-l-initiative-de-paris-04-06-2011-1338337_24.php

Sur le terrain.

Les milices d'Abbas enlèvent trois partisans du Hamas et en présentent deux à un tribunal militaire.

Les services de sécurité d'Abbas poursuivent leurs vagues d'enlèvements des partisans du Hamas. Ils ont enlevé trois d'entre eux à Naplouse et Selfit, et deux ont été présentés à un tribunal militaire.

Selon des sources locales jeudi, la dite « sécurité préventive » a enlevé l'ex-détenu Oussama Saleh Shahin, propriétaire d'un centre d'examens médicaux dans la ville.

A Naplouse, les services d'Abbas ont enlevé deux jeunes palestiniens ; Riad Shakukani et l'ex-détenu Raed Sharif. Les renseignements généraux ont également convoqué l'ex-détenu, le professeur Omar Jibrini du camp de Balata, à l'est de Naplouse.

De plus, les services de sécurité à Naplouse ont présenté au tribunal militaire les deux frères, Anas et Abdullah Jawdallah, deux anciens détenus enlevés dès leur libération des prisons de l'occupation. Ils sont les frères du martyr Ahmad Jawdallah, et les enfants de la martyre Souad Snoubar.

La sécurité préventive a libéré Abd al-Nasser Rabi de Qalqilya après le report de son jugement dans 48 heures

09/06/2011

Hamas condamne fermement l'attaque contre le député Mouna Mansour.

Le Hamas a fermement condamné l'attaque contre le député Mouna Mansour et les manifestants parmi les familles des détenus politiques, considérant que cet acte représente une violation de l'immunité des députés du Parlement palestinien et une atteinte à la liberté d'expression, d'opinion et de manifester pacifiquement, ce qui est le droit du citoyen palestinien.

En commentaire à l'agression de la députée au Conseil législatif palestinien, Mouna Mansour, par les agents des services de sécurité en Cisjordanie, une source haut placée au mouvement a déclaré lundi que "*la répression des manifestants parmi les familles des détenus politiques dans les prisons de l'Autorité palestinienne, en les empêchant de prendre la parole, pose de nouveaux obstacles devant l'accord de réconciliation palestinienne et représente un mépris de la part de ces services pour tout ce qui est lié à cet accord*".

Le mouvement du Hamas a appelé le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, à donner des directives pour faire cesser ces pratiques et la libération immédiate des détenus politiques, et à mettre un terme aux arrestations et aux convocations.

15/06/2011

Palestine-info.cc

Les grandes manœuvres

Le Fatah soutient Fayyad, le Hamas non

Le comité central du mouvement palestinien Fatah a choisi Salam Fayyad comme candidat au poste de premier ministre du gouvernement de transition, a-t-on appris dimanche auprès du Fatah à Ramallah (Cisjordanie). "Lors d'une réunion hier soir au quartier général de la présidence palestinienne (à Ramallah), nous avons décidé de désigner Salam Fayyad à la tête du gouvernement palestinien" de transition, a affirmé à l'AFP un membre du comité central du Fatah sous couvert de l'anonymat. Une décision rejetée par le Hamas.

Salam Fayyad, un économiste indépendant qui a la confiance de la communauté internationale, est actuellement le Premier ministre de l'Autorité palestinienne.

Le Fatah et son rival du Hamas, le mouvement islamiste au pouvoir à Gaza, doivent se retrouver mardi au Caire pour discuter de la formation du prochain gouvernement interpalestinien.

12/06

AFP

b) Politique Israélienne

Netanyahu & Lieberman

Netanyahu veut réunir 30 pays à l'ONU contre l'Etat palestinien.

Le Premier ministre Netanyahu a indiqué vouloir réunir "une majorité morale" d'au moins trente pays hostiles à la reconnaissance par l'ONU d'un Etat palestinien dans les frontières de juin 1967, ont indiqué mercredi les médias israéliens. "D'ici septembre, nous voulons œuvrer à réunir de 30 à 50 pays qui diront +non+ à la reconnaissance unilatérale d'un Etat palestinien par l'Assemblée générale de l'ONU (...) Il s'agira d'une majorité morale", a dit Netanyahu mardi soir, selon les médias israéliens, lors d'une rencontre avec le président du Parlement européen Jerzy Buzek.

"Si les Palestiniens obtiennent la reconnaissance de leur Etat par l'ONU, ils auront ensuite des difficultés à accepter par la voie de la négociation les compromis indispensables pour conclure un accord de paix" avec "Israël", a prétendu Netanyahu. Interrogé par l'AFP, un haut responsable israélien a rapporté sous condition d'anonymat qu'"Israël est victime des majorités automatiques à l'Assemblée générale de l'ONU, et multiplie donc les efforts pour qu'une majorité morale de pays démocratiques s'oppose aux démarches unilatérales en vue de la reconnaissance d'un Etat palestinien".

Les socialistes français appellent Paris et l'UE à reconnaître l'Etat palestinien

Le Parti socialiste français (opposition) a appelé mardi la France à "reconnaître l'Etat palestinien" et à "faire tous les efforts possibles pour que l'Union européenne défende cette reconnaissance à l'occasion de la prochaine Assemblée générale" de l'ONU.

Le PS "considère que la France et l'Europe doivent sans attendre, et au premier rang, oeuvrer à une solution de paix juste, globale et durable dans cette région du monde. La session annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre prochain doit en être une étape décisive", dit le parti dans un communiqué.

"Le conflit israélo-palestinien ensanglante le Proche-Orient depuis trop longtemps. Il déstabilise la région et nourrit les extrémismes bien au-delà de ses limites", poursuit le PS.

Les Palestiniens ont l'intention de porter la création et la reconnaissance de leur Etat d'abord au Conseil de sécurité de l'ONU, où ils s'attendent à un veto américain, puis à l'Assemblée générale, où les grandes puissances ne disposent pas d'un droit de veto.

15/06/2011

Al Manar

Sur le terrain.

103 maisons palestiniennes détruites en 2011

Israël a démoli en moins de six mois en 2011 plus d'habitations palestiniennes que sur toute l'année 2010

C'est ce qu'a affirmé mercredi l'organisation israélienne de défense des droits de l'Homme **B'Tselem**.

Les autorités d'occupation israéliennes ont détruit en l'espace d'une semaine, les 14 et 21 juin, une trentaine de structures d'habitation en Cisjordanie, dans la vallée du Jourdain (est) et la région d'Hébron (sud).

Chiffre relevé par les organisations B'Tselem et Human Rights Watch (HRW), les deux organisations appelant à l'arrêt des démolitions.

103 structures détruites abritant 706 Palestiniens, dont 341 mineurs

Dans un communiqué, B'Tselem indique que, selon son décompte, "103 structures d'habitation" abritant 706 Palestiniens, dont 341 mineurs, ont été démolies.

Par comparaison, en 2010, l'ONG avait recensé 86 destructions de ce type, qui avaient privé de foyer 472 Palestiniens, dont 223 mineurs.

De son côté, HRW précise dans un communiqué que les destructions le 14 juin dans la région de Jéricho ont abouti au déplacement de 100 personnes et celles du 21 juin de 40 personnes dans deux localités proches de Toubas, dans le nord-est de la Cisjordanie.

D'après les données de l'ONU, qui suit un mode de calcul distinct de celui de B'Tselem, Israël avait démoli en 2011 en Cisjordanie 207 structures appartenant à des Palestiniens, tous types confondus, provoquant le déplacement de 459 personnes, soit un doublement des destructions et un triplement du nombre de sans-logis par rapport à la même période en 2010, souligne HRW.

Des démolitions contraires à la Convention de Genève

"Le droit de l'occupation applicable à la Cisjordanie interdit aux forces israéliennes de détruire des propriétés privées palestiniennes et d'évacuer des civils à moins que leur propre 'sécurité' ou des 'raisons militaires impératives' ne l'exigent", rappelle l'organisation, citant la Quatrième Convention de Genève.

L'argument de l'administration militaire israélienne selon laquelle ces structures ont été édifiées sans permis des autorités d'occupation ne suffit donc pas à justifier ces opérations,

Selon HRW.& FTV avec agences :

Les bulldozers de l'occupation rasant près de 100 tombes dans le cimetière de Maman-Allah à al-Qods.

La Fondation d'Al-Aqsa pour les Legs pieux et le patrimoine a révélé dans une dépêche urgente dimanche à l'aube que les forces d'occupation et ses bras exécutifs représentés par la mairie sioniste d'al-Qods ont, la nuit de samedi à dimanche, rasé et détruit une centaine de tombes dans le cimetière islamique et historique de Maman-Allah à al-Qods.

La Fondation a déclaré avoir reçu un appel du Shaikh Ali Abou Shaykha, conseiller du Mouvement islamique dans les territoires palestiniens pour les affaires d'al-Qods et d'al-Aqsa, qui l'informait de l'existence d'informations sûres selon lesquelles des bulldozers menaient des opérations de rasage du cimetière de Maman-Allah. Il a ajouté que le crime sioniste a commencé à 23 heures samedi.

Elle a poursuivi : « *Trois bulldozers et deux camions chargés de grandes caisses métalliques, avec la participation d'une vingtaine d'ouvriers, ont démoli et rasé près de 100 tombes du cimetière de Maman-Allah, dans trois endroits différents de ce qu'il reste du cimetière. Le premier dans la zone est, le deuxième à l'est de Barakat Maman-Allah, et le troisième dans la zone ouest, en plus de l'endroit sur lequel la fondation sioniste prévoit de construire le prétendu Musée de la Tolérance* ».

La Fondation a ajouté que les bulldozers détruisaient les tombes et remplissaient les coffres des camions, ou les rassemblaient pile par pile pour les transporter dans les caisses métalliques. Lorsque les médias arabes commencèrent à arriver sur les lieux pour filmer le crime, la municipalité hébreu et ses équipes se sont retirées rapidement.

La Fondation a confirmé que le crime sioniste durait depuis près de trois heures, depuis l'aube de dimanche. Elle a pris des photos et filmé lorsqu'une équipe de la fondation est arrivée à deux heures du matin pour constater le crime et son ampleur. La Fondation d'al-Aqsa a indiqué que le prétendu Tribunal de district avait reçu une pétition il y a un mois contre la démolition des tombes du cimetière de Maman-Allah, concernant la demande présentée par des parties sionistes, dont la mairie d'occupation d'al-Qods et le prétendu Département des terres d'Israël. Le tribunal avait approuvé la poursuite du crime de démolition et de rasage du cimetière de Maman-Allah, puisque les sociétés sionistes avaient déjà démoli et rasé près de 300 tombes en août 2010. Cela, après que la Fondation d'Al-Aqsa avait procédé à la restauration et la réparation d'un millier de tombes en ruines à cause des attaques sionistes répétées contre le cimetière.

Il faut rappeler que le cimetière de Maman-Allah à al-Qods est le plus grand et le plus ancien cimetière islamique de la ville. Sa superficie est de 200 dunums, et il subit depuis 1948 des crimes fréquents par la société sioniste qui a transformé une grande partie en jardin national nommé « Jardin de l'Indépendance », et y a construit des rues, des hôtels et des parkings sur d'autres parties du cimetière dont il ne reste qu'environ 24 dunums. De plus, l'occupation compte ces derniers jours sur 3 plans ciblant le cimetière, avec la construction du prétendu Musée de la Tolérance, du complexe de tribunaux sionistes, et un autre parking de voitures.

27/06/2011

Palestine-info.cc

Pays corrompu cherche ...

Un colon israélien soupçonné d'avoir tué un Palestinien en janvier passe devant un tribunal.

Un colon israélien soupçonné d'avoir tué un Palestinien dans le nord de la Cisjordanie en janvier a comparu hier devant un tribunal israélien, qui l'a assigné à résidence jusqu'à la prochaine audience dimanche. Le suspect, âgé de 26 ans et dont l'identité n'a pas été révélée, est soupçonné d'avoir tué un Palestinien de 18 ans le 27 janvier à Irak Burin, théâtre de heurts fréquents entre Palestiniens et colons, près de la ville de Naplouse. Selon les documents présentés au tribunal, le suspect, étudiant en économie et originaire de l'implantation d'Alon Shvout dans le sud de la Cisjordanie, a été interpellé mercredi à Jérusalem où il résidait récemment.

Durant l'interrogatoire, il a reconnu avoir tiré vers Oudaï Maher Qadous, mais a invoqué la légitime défense, affirmant que la victime lui avait jeté des pierres.

17-06

[http://www.lorientlejour.com/numero/4563/article/708551/ Israel poursuit sa campagne d'arrestations de deputes du Hamas.html](http://www.lorientlejour.com/numero/4563/article/708551/Israel_poursuit_sa_campagne_d_arrestations_de_deputes_du_Hamas.html)

Situation dans les geôles israéliennes

Israël poursuit sa campagne d'arrestations de députés du Hamas par l'arrestation de Samir al-Qadi, député de Hébron.

L'armée israélienne a arrêté hier un député du mouvement islamiste palestinien Hamas en Cisjordanie, a-t-on appris de sources concordantes. Samir al-Qadi, député de Hébron, dans le sud de la Cisjordanie, a été arrêté dans la nuit à son domicile, ont précisé des sources des services de sécurité palestiniens, ajoutant qu'il avait été libéré en novembre 2009 après avoir passé trois ans et demi dans une prison israélienne.

L'armée israélienne a confirmé cette arrestation, sans en révéler les motifs.

Au total, 13 députés du Hamas, vainqueur des dernières élections palestiniennes en janvier 2006, ont été arrêtés par l'armée israélienne en Cisjordanie depuis octobre, ainsi que deux anciens ministres du mouvement.

Près de la moitié de ces arrestations (7 sur 15) ont eu lieu depuis l'accord de réconciliation conclu le 27 avril au Caire entre le Hamas et le Fateh, parti du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas. Au total, 15 des 74 députés du Hamas, sur 132 membres du Conseil législatif palestinien, sont actuellement détenus par Israël.

17-06

[http://www.lorientlejour.com/numero/4563/article/708551/ Israel poursuit sa campagne d'arrestations de deputes du Hamas.html](http://www.lorientlejour.com/numero/4563/article/708551/Israel_poursuit_sa_campagne_d_arrestations_de_deputes_du_Hamas.html)

c) Usa (le parrain)

1 Obama

Obama prévoit des désaccords « tactiques » avec Israël.

Le président Barack Obama a prévenu que des désaccords « tactiques » dans la façon d'appréhender le processus de paix au Proche-Orient pourraient menacer les relations entre Israël et les États-Unis, même si les liens entre les deux pays sont « incassables ».

M. Obama s'exprimait lors d'une soirée organisée lundi par les « Amis démocrates d'Israël » pour lever des fonds dans la cadre de la campagne présidentielle de 2012 de l'actuel locataire de la Maison-Blanche. Il a déclaré que les liens qui unissent Washington et Israël ne peuvent être rompus quelle que soit la difficulté des temps à venir. « Ce qui est vrai aussi, c'est que les États-Unis comme Israël vont devoir regarder ce nouveau paysage avec un regard neuf », a déclaré le président américain en évoquant le changement de donne diplomatique dans la région induit par le « printemps arabe ». « Continuer à faire les mêmes choses que nous avons faites en espérant que

cette fois-ci cela fonctionne, ça ne va pas être suffisant », a-t-il avancé, ajoutant : « Il va nous falloir faire preuve d'imagination et il va falloir nous engager. Il va falloir que nous mettions en avant les meilleures impulsions au Moyen-Orient et que les moins bonnes soient anéanties. »

http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/709200/Obama_prevoit_des_desaccords_%3C%3C+tactiques+%3E%3E_avec_Israel_.html

2 Les grandes manœuvres

LE COMBAT OBAMA – NETANYAHU : LA REVANCHE

De nombreux commentateurs sportifs ayant assisté à la dernière confrontation Obama-Netanyahu ont déclaré le pugiliste Netanyahu vainqueur par KO technique, surtout après le 4e round dans la salle du Congrès américain que le lutteur sioniste a remporté haut la main.

Tous ces analystes oublient simplement que ce n'était qu'un combat qui appelle un match-revanche qui lui n'aura lieu qu'après 2012, suite à la réélection possible d'Hussein Obama comme aiment l'appeler les évangélistes américains.

Passons en revue les quatre premiers rounds de ce récent combat singulier.

Le 13 mai, George Mitchell, l'émissaire spécial de Barack Obama au Moyen-Orient démissionne, suite à l'échec de sa mission soi-disant de paix. « En fait, c'est un constat d'échec pour ce diplomate chevronné, qui tire un mauvais bilan de ses deux années à tenter de briser l'impasse entre Israéliens et Palestiniens. Navettes, entretiens, pressions, compromis...

Tout y est passé, en vain. Georges Mitchell n'a pas réussi à relancer le processus de paix, pas même à réunir les deux parties face à face autrement que pour des « photos », des séances photos sans lendemain comme le Proche-Orient en a tant connues. » (1)

Quand Barack a été élu à la présidence américaine, il avait sincèrement le projet de régler l'affaire palestinienne selon le point de vue américain évidemment, c'est-à-dire d'amener le leadership palestinien accrédité par Washington (L'Autorité sans autorité) à imposer d'autres compromis honteux au peuple palestinien en récompense de quoi lui, le Président des États-Unis (siégeant à dix mille kilomètres de la terre sainte), accorderait un État (bantoustan) au bon peuple palestinien, ce bantoustan couvrant la bande de Gaza actuelle et une partie de la Cisjordanie. L'étendue du terrain en Cisjordanie serait l'objet des négociations entre le gouvernement qui gère la base militaire américaine au Levant et l'Autorité palestinienne de l'accommodant Mahmoud Abbas, président illégal depuis deux ans.

L'une des concessions importantes attendues du traître Abbas concernait les 4 millions et demi de réfugiés palestiniens qui ne devraient avoir droit de retour que dans l'État bantoustan à venir; l'autre concession concernait Jérusalem : un village de la banlieue de la capitale israélienne serait rebaptisé Jérusalem et tiendrait lieu de capitale éternelle pour le peuple martyr palestinien, comme Yasser Arafat l'avait déjà concédé auparavant. Enfin. L'État bantoustan devrait être démilitarisé et seuls les services de sécurité répressifs seraient chargés d'incarcérer les palestiniens refusant ces concessions. Dernière concession l'eau disponible dans toute cette région serait en définitive sous contrôle israélien.

« Une Autorité palestinienne extrêmement souple, comme l'ont montré les « Palestine Papers », les documents de négociation qui ont « fuité » du côté de la chaîne Al Jazeera. Mais un leadership faible, incarné par Mahmoud Abbas » (2)

Ayant arraché toutes ces concessions aux négociateurs palestiniens, Barack Obama croyait l'affaire entendue. Il se heurta au gouvernement fasciste israélien qui avait justement été placé là par l'aile radicale – revancharde – du Congrès américain en prévision de ce bras de fer anticipé. Le gouvernement Netanyahu croit fermement que le temps n'est pas encore venu de négocier et de régler avec les traîtres palestiniens et que davantage de terre, d'eau et de concessions peuvent leur être arrachées. Voilà ce qui oppose les deux pugilistes.

La démission de Mitchell étant annoncée, Barack Obama s'avança dans l'arène le 19 mai dernier pour faire une grande déclaration impérialiste sur les affaires des peuples du Proche-Orient. Dans ce discours le président américain fit simplement le constat d'échec de toute sa politique étrangère dans cette partie du monde. Après avoir humilié son allié pakistanais, il le voit se tourner de plus en plus résolument vers l'impérialisme chinois concurrent, et soutenir les Talibans qui vont finir par chasser l'OTAN de leurs terres. L'Irak est maintenant dans la sphère d'influence iranienne et l'Iran poursuit son développement nucléaire et économique sous la houlette chinoise. Le gouvernement libanais est paralysé mais loin du contrôle américain. De nombreux pays arabes ont connu des révoltes mais aucune n'est vraiment apaisée, ni aucun gouvernement à la solde véritablement stabilisé. La marmite arabe pourrait ré-exploser sous peu. Obama promet un Plan Marshall pour l'Égypte et la Tunisie notamment, et il promet même de déposer un milliard de dollars dans la corbeille, alors qu'il ne possède pas les crédits nécessaires pour payer les fonctionnaires américains qui pourraient se trouver en chômage technique sous peu. De toute façon, que serait un milliard quand la Tunisie à elle seule réclame 25 milliards ? Les chinois, les véritables banquiers du monde (3 000 milliards de réserve), n'ont pas dit qu'ils contribueraient à ce plan mort né (3).

Sur la question palestinienne par contre, Obama a été très précis dans ce discours et pour la première fois de l'histoire américaine récente il annonce un programme complet et compromettant. Il indique qu'il maintiendra la pression sur les négociateurs palestiniens pour qu'ils ne remettent aucunement en question les concessions déjà convenues; cela visait particulièrement le Fatah et le Hamas pour qu'ils ne se lancent pas dans une surenchère de demandes et de refus pour gagner les élections qu'il a prévues pour eux l'an prochain. Donc, la question de Jérusalem comme capitale, la question des réfugiés et la question de l'État démilitarisé ne devront pas ressurgir lors des négociations qu'il souhaite pour après 2012.

Aux Israéliens, Barack Obama signifia que premièrement il prenait acte de l'échec de sa politique étrangère les concernant au cours de ce premier mandat; mais qu'il entendait se reprendre après sa possible réélection et que, cette fois, pour son dernier mandat, il entendait les faire plier. La condition qu'il leur a annoncée est précise : il souhaite un accord de paix entre les deux belligérants et la création d'un État palestinien dont les frontières devront être fixées À PARTIR DES LIMITES DE 1967, CECI PERMETTANT DES ÉCHANGES DE TERRITOIRES CONVENUS ENTRE LES DEUX PARTIES. Chaque mot de cette phrase est très important à comprendre.

Ceci signifie qu'il ne veut pas d'un État palestinien en fromage gruyère formé d'une constellation de cités emmurées et reliées entre elles par des tunnels, comme le proposent les sionistes. Qu'il accepte que certaines colonies sionistes (Ariel par exemple) soient annexées par Israël en contre partie de territoires quelconques à convenir entre eux.

Obama sait très bien qu'il a étiré la corde pour pendre les leaders palestiniens à son maximum et qu'il ne peut leur en réclamer davantage au risque de les obliger à se faire harakiri devant leur peuple. Par contre, il savait que Netanyahu n'accepterait jamais ces compromis et qu'il se rebifferait, Obama ne comptait pas obtenir son assentiment et de fait il annonce sans le dire que ce dossier est clos pour lui jusqu'après les élections de 2012.

Par contre, pour que cette manigance fonctionne, Barack Obama avertit déjà la partie palestinienne qu'elle ne doit pas s'enfermer dans les frontières rigides de 1967 (lui-même utilise le terme « limites » de 1967) par une malencontreuse résolution bidon à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre, résolution dont le Hamas ou d'autres factions palestiniennes se serviraient ensuite pour remettre en question d'autres concessions territoriales à venir pour les palestiniens et l'annexion israélienne de Jérusalem-Est déjà concédée depuis l'époque d'Arafat.

Benjamin Netanyahu comprend tout cela et il s'empresse, au moment même où son président fait son discours, d'annoncer sa rébellion et la construction de nouveaux logements à Jérusalem annexée. Le lendemain il se présente à la Maison Blanche en rejetant péremptoirement toutes les prémices présentées par son supérieur. Il court les médias américains pour insulter son hôte et en remettre toujours davantage. Il se présente enfin au Congrès pour annoncer son soutien au candidat républicain pas encore choisi; le Congrès à majorité républicaine l'entend bien ainsi et lui accorde ovation après ovation. L'élection américaine de 2012 est déjà engagée... Mais les primaires ne se tiennent pas dans les salons du Congrès.

Pendant ce temps Barack Obama tolère patiemment rebuffade après insulte, agression verbale après humiliation tonitruante sachant que le poltron Netanyahu peut bien s'exciter tant et mieux la véritable bataille ne se gagnera pas là et qu'à trop humilier et insulter publiquement le Président des États-Unis d'Amérique le larbin nuit à sa propre cause.

Les analystes politiques américains et français ne s'y trompent pas et annoncent déjà pour l'automne violence et troubles en Palestine occupée. Le peuple palestinien lui ne dit mot, il écoute et il comprend que des tas de gens sont à discuter et à se chamailler sur son dos sans aucunement écouter ses propos.

Les peuples arabes ont accumulé, depuis l'époque des Croisades puis de la colonisation européenne, une longue expérience de ces batailles contre l'occupant et de la trahison de certains de ses dirigeants, et ils savent que souvent il faut beaucoup de temps avant que le vent change de direction.

L'évolution démographique régionale, l'évolution économique (faillite de l'économie américaine), l'évolution politique et militaire (défaite militaire américaine après défaite) jouent toutes en faveur du peuple palestinien à long terme. Il lui suffit de maintenir ses positions de principes et de laisser le monde impérialiste occidental s'enfermer toujours davantage dans cette situation inextricable pour que dans vingt ou quarante ans la « datte » israélienne lui tombe dans les mains comme un fruit mûr (4).

(1) <http://www.rue89.com/2011/05/28/proche-orient-rendez-vous-a-la-prochaine-explosion-de-violence-206380-0>

(2) <http://www.rue89.com/2011/05/28/proche-orient-rendez-vous-a-la-prochaine-explosion-de-violence-206380-0>

(3) « Et encore, ce qui rend le FMI attirant, est qu'il peut fournir un soutien financier à ses pays membres. Depuis 2009, les fonds que possède le FMI ont augmenté, passant de 250 milliards de dollars à 900 milliards de dollars. Pour vous donner une idée concrète de ces 900 milliards de dollars, les réserves en devises de la Chine ont déjà dépassé 3 000 milliards de dollars, soit plus du triple. D'ailleurs, les fonds du FMI, qui ont subitement augmenté, ont un caractère de bulle, du fait qu'ils sont liés à la politique monétaire souple de la réserve fédérale américaine. Ainsi à l'heure actuelle, le rôle du FMI est très limité pour sauver l'Europe de la crise de la dette, bien qu'il soit aux mains des Européens. Quel résultat y aura-t-il pour les nouveaux pays montants, si un candidat venant de ces pays émergents est élu directeur général du FMI ? »

<http://chine.aujourdhuilemonde.com/une-solution-chinoise-pour-le-fmi>

(4) <http://www.foreignaffairs.com/articles/67863/daniel-levy/same-netanyahu-different-israel?page=3>

3 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Ligue arabe

La Ligue arabe demande une zone d'exclusion aérienne au-dessus de Gaza.

Le chef de l'organisation arabe, Amr Moussa, souhaite que le Conseil de sécurité de l'Onu empêche l'aviation israélienne d'intervenir au-dessus de la bande de Gaza.

La Ligue arabe va demander au Conseil de sécurité de l'ONU d'imposer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la bande de Gaza pour empêcher l'aviation israélienne d'y intervenir, a déclaré dimanche 10 avril le chef de l'organisation panarabe, Amr Moussa.

"Nous avons chargé le groupe arabe à l'ONU d'appeler à une réunion du Conseil de sécurité pour demander qu'une zone d'exclusion aérienne soit imposée à l'aviation israélienne au-dessus de Gaza", a-t-il déclaré à l'issue d'une réunion de la Ligue, qui siège au Caire.

Regain de violence

La région fait face à une nouvelle flambée de violence, déclenchée jeudi par un tir de missile antichar contre un autobus scolaire qui a grièvement blessé un adolescent en Israël. Depuis, 18 Palestiniens ont été tués et près de 70 blessés, selon des sources médicales palestiniennes, depuis le début d'une nouvelle flambée de violence,

déclenchée jeudi Il s'agit du bilan le plus lourd depuis la fin de l'offensive israélienne "Plomb durci" contre la bande de Gaza en décembre 2008-janvier 2009 (1.400 Palestiniens tués et 13 Israéliens).

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a menacé dimanche le mouvement islamiste Hamas au pouvoir dans la bande de Gaza de frappes encore "plus dures" si les groupes armés palestiniens continuent leurs attaques contre Israël.

Nouvelobs.com avec AFP

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110410.OBS1076/la-ligue-arabe-demande-une-zone-d-exclusion-aerienne-au-dessus-de-gaza.html>

Conseil de Coopération du Golfe

Le retrait israélien total des territoires arabes ?

Les ministres des AE des pays du CCG affirment que la paix juste ne saurait réaliser sans le retrait israélien total des territoires arabes occupés.

Djeddah(Arabie Saoudite)/ Les ministres des Affaires étrangères des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) ont affirmé la nuit dernière que la paix juste et globale ne saurait réaliser sans le retrait israélien total de tous les territoires arabes occupés jusqu'aux lignes du 4 juin, de la Palestine, du Golan occupé et des territoires du Sud- Liban.

Cité par l'Agence de presse saoudienne, le communiqué de clôture des réunions du Conseil a dénoncé les agressions israéliennes barbares contre les manifestants palestiniens à l'anniversaire d'al-Nakba, appelant les Nations Unies et le Conseil de Sécurité à intervenir immédiatement pour exercer des pressions sur Israël en vue d'arrêter ses violations.

Le conseil a condamné la disposition du gouvernement d'occupation israélienne à construire /1500/ colonies à al-Qods, la considérant comme une poursuite de la politique israélienne de se dérober aux échéances de la paix et de fermer toutes les portes devant toute chance pour la reprise des négociations au point mort avec la partie palestinienne.

Le Conseil s'est félicité de l'accord de réconciliation nationale interpalestinien signé au Caire le 4 mai dernier, appelant les Palestiniens à exploiter cette opportunité historique pour la récupération de leurs droits nationaux.

Le Conseil a réitéré l'importance d'accélérer la levée du blocus israélien imposé à Gaza et d'ouvrir tous les points de passage pour entamer la reconstruction.

Il a, en outre, affirmé le droit des pays de la région à utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques dans le cadre du traité international y relatif, suivant les critères et les mesures de l'agence internationale de l'énergie atomique et sous sa supervision, et à appliquer ces critères sur toutes les parties de la région, y compris Israël, avec une transparence totale, insistant sur la nécessité de l'adhésion d'Israël au traité de la non prolifération des armes nucléaires et de la soumission de toutes ses installations nucléaires à l'inspection internationale par l'Agence internationale de l'Energie atomique.

Raghda Bittar

15/06/2011

<http://www.sana.sy/fra/55/2011/06/15/352699.htm>

ONU

Israël autorise (!!!) l'ONU à construire 1 200 logements et 18 écoles à Gaza.

L'allègement du blocus n'a eu qu'un « impact marginal », affirme le PAM.

Le gouvernement israélien a autorisé l'ONU à importer des matériaux de construction dans la bande de Gaza pour y construire deux grands projets immobiliers, ont annoncé hier les deux parties. « Nous avons approuvé de gros projets supplémentaires de l'Unrwa (agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens), la construction de 18 écoles et d'environ 1 200 unités de logement à Rafah et Tall al-Sultan (sud de la bande de Gaza) », a déclaré Guy Inbar, porte-parole du coordinateur des activités gouvernementales israéliennes dans les territoires palestiniens (Cogat).

Le coordinateur spécial de l'ONU pour le processus de paix au Proche-Orient, Robert Serry, a « salué ce pas important », précisant que la valeur totale de ces projets s'élevait à près de 100 millions de dollars. « Nous allons continuer à travailler avec les agences de l'ONU compétentes pour mettre en œuvre ces projets dans un délai approprié afin d'améliorer la situation à Gaza », a déclaré son porte-parole. Le porte-parole de l'Unrwa, Chris Guinness, a également salué cette approbation qui « fait suite à de longues négociations avec les autorités israéliennes », précisant qu'elle sera « jugée en fonction de l'arrivée des matériaux nécessaires à Gaza ». « Nous espérons que cela contribuera à répondre aux besoins des réfugiés, en particulier ceux du sud de la bande de Gaza, dont beaucoup ont perdu leur habitation il y a presque dix ans », a-t-il ajouté, rappelant que « la demande fondamentale de l'Unrwa était la levée du blocus » israélien sur Gaza.

La décision israélienne intervenait après la publication d'un rapport du Programme alimentaire mondial (PAM) estimant que l'allègement de ce blocus n'a eu qu'un « impact positif marginal », augmentant la disponibilité des biens de consommation sans favoriser l'activité. « La poursuite du blocus, malgré le nouveau régime d'accès, rend la situation économique dans la bande de Gaza insoutenable : elle repose principalement sur une économie de consommation et non de production », selon ce document. L'assouplissement a permis aux commerçants de Gaza de reconstituer leurs stocks, 85 % d'entre eux affirmant vendre de nouveaux articles, « surtout de nouveaux types de boissons gazeuses, de produits d'hygiène, de chocolat et de chips », relève le PAM. En revanche, « l'extension prévue des points de passage commerciaux ne s'est pas produite. Au lieu de cela (le terminal de

Karni a été fermé en mars 2011 et un seul est ouvert pour l'importation et l'exportation de marchandises », déplore-t-il. En outre, la liste des produits interdits par Israël annoncée il y a un an, qui autoriserait par défaut l'entrée de tous les autres, n'a toujours pas été publiée, obligeant le secteur privé à continuer à s'approvisionner en matériaux de construction via les tunnels de contrebande, selon le rapport. Un point sur lequel la décision annoncée hier par le gouvernement israélien est censée avoir un impact.

<http://www.lorientlejour.com/category/Moyen+Orient+et+Monde/article/709197/Israel autorise l'ONU a construire 1+200 logements et 18 ecoles a Gaza.html>

Parlement européen

Le chef du Parlement européen appuie la réconciliation palestinienne

"Nous soutenons un gouvernement d'unité en Palestine " Le président du Parlement européen Jerzy Buzek s'est prononcé lundi à Gaza pour la formation du gouvernement palestinien d'indépendants que négocient le Fatah et le Hamas, jugeant "important" qu'il reconnaisse Israël et respecte les accords signés.

"Nous soutenons un gouvernement d'unité en Palestine, mais il est très important que ce gouvernement reconnaisse le droit d'Israël à exister et les accords antérieurs", a déclaré lors d'une conférence de presse à Gaza M. Buzek, au début d'une visite de quatre jours dans les territoires palestiniens et en Israël.

Il a estimé nécessaire que "le nouveau gouvernement d'unité se tienne à l'écart des négociations" avec Israël et soit placé sous l'autorité du président Mahmoud Abbas.

Le Fatah de M. Abbas, qui gouverne les zones autonomes de Cisjordanie, et le Hamas qui contrôle la bande de Gaza doivent reprendre mardi au Caire leurs discussions sur la formation de l'exécutif transitoire d'indépendants prévu par leur accord de réconciliation conclu le 27 avril.

Le président du Parlement européen a par ailleurs estimé "nécessaire de lever le blocus de Gaza", imposé par Israël après la capture d'un de ses soldats en juin 2006 et renforcé un an plus tard à la suite de la prise de contrôle du territoire par le Hamas.

"Il est impossible de développer l'économie, l'éducation, et il est également impossible pour les habitants de Gaza de se sentir libres", a-t-il souligné.

L'UE a accueilli favorablement la réconciliation palestinienne mais considère le Hamas comme un mouvement "terroriste", exigeant pour traiter avec lui la reconnaissance d'Israël, la renonciation à la violence et le respect des accords signés.

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/666703/le-chef-du-parlement-europeen-appuie-la-reconciliation-palestinienne.html>

4 Les voisins

1 Turquie

Visite surprise du chef du Hamas Khaled Mechaal en Turquie

Le chef du Hamas Khaled Mechaal est arrivé en Turquie pour une visite surprise qui coïncide avec celle du président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas, actuellement à Ankara, a rapporté mercredi la chaîne d'information NTV.

M. Mechaal se trouve à Istanbul, a indiqué NTV, ajoutant qu'il n'était pas immédiatement établi qu'une rencontre aurait lieu avec M. Abbas.

Les responsables du ministère turc des affaires étrangères interrogés par l'AFP ont décliné tout commentaire sur la question.

M. Abbas est arrivé à Ankara mardi après-midi dans un contexte de désaccords entre les factions palestiniennes sur la formation d'un gouvernement non partisan.

Des sources turques ont affirmé que M. Abbas aurait un "programme privé" mercredi avant de rencontrer jeudi et vendredi le président Abdullah Gül, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan et le chef de la diplomatie Ahmet Davutoglu.

<http://www.aloufok.net/spip.php?article4633>

2 Égypte

L'Égypte affirme avoir arrêté un espion israélien.

Les autorités égyptiennes ont arrêté un officier israélien travaillant pour les services de renseignements de son pays, le Mossad, a rapporté dimanche l'agence officielle égyptienne Mena.

L'homme, accusé d'espionner en Égypte dans le but de porter atteinte aux intérêts économiques et politique du pays, a été placé en détention préventive pour 15 jours, ajoute l'agence.

La télévision d'Etat égyptienne a déclaré qu'un officier du Mossad de nationalité israélienne était arrivé en Égypte peu après le 25 janvier, date du début de la révolte qui a fait chuter le président Hosni Moubarak, pour y inciter au chaos et aux affrontements confessionnels.

La Mena ajoute, en se référant aux services de renseignements égyptiens, que l'homme se faisait passer pour un correspondant étranger couvrant les manifestations anti-régime de la place Tahrir au Caire.

Le ministère israélien des Affaires étrangères a pour sa part affirmé dimanche ne pas avoir d'information à ce sujet.

12/06

Annexe : Incrédulité... côté israélien.

Des commentateurs israéliens ont quant à eux jugé la nouvelle surprenante.

"Je n'imagine pas qu'il y ait une quelconque réaction israélienne, mais quiconque en sait un peu sur ce genre de choses sait qu'on ne trouve pas un Israélien avec un passeport israélien assis dans une capitale étrangère pour collecter des informations", a déclaré Ehud Yaari, sur Channel 2.

L'an dernier, l'Égypte avait affirmé que les aveux d'un Égyptien accusé d'espionnage au profit d'Israël, avaient conduit au démantèlement de trois cellules d'espionnage au Liban et en Syrie.

L'Égypte est le premier pays arabe à avoir conclu un accord de paix avec Israël, en 1979.

Les relations entre les deux pays se sont toutefois dégradées après le renversement en février du président Hosni Moubarak par une révolte populaire.

Le gouvernement israélien a déploré notamment l'accord de réconciliation entre les mouvements Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas et l'islamiste Hamas, qui contrôle la bande de Gaza.

Israël a également dénoncé la décision égyptienne de rouvrir le terminal de Rafah avec la bande de Gaza, seul point de passage vers le monde extérieur non contrôlé par l'État hébreu.

12/06

<http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20110612184504/egypte-fatah-mahmoud-abbas-hamasl-egypte-affirme-avoir-arrete-un-espion-israelien.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19